



UN BREF RAPPORT

Pour ceux qui tentent de comprendre le Nouveau Monde



Biblic

Concepts de base et discussions

1. Le monde naturel est organisé selon l'air, la terre et la mer.
2. Les systèmes juridiques et les gouvernements et institutions des hommes ont également été organisés selon les «juridictions» de l'air, de la terre et de la mer.
3. La juridiction de la terre [1] est de nature nationale.
4. La juridiction de la mer est de nature internationale.
5. La juridiction de l'air est de nature mondiale.
6. Tous les actifs réels – or, argent, terres, etc. – ont leur existence sur ou dans la terre.
7. Tous les actifs fictifs – titres, actions, obligations, etc. – ont leur existence sur ou dans la mer.
8. Il existe un point d'interface entre la terre et la mer connu sous le nom de juridiction terrestre internationale, laquelle est établie par le ou les districts postaux, les bureaux de Poste et les routes postales qui s'interfacent avec les voies maritimes désignées pour le commerce et les voyages internationaux.
9. Par conséquent, une entité «liée au monde des affaires» qui est privée, non commerciale et non constituée en société, comme l'entreprise *Mom and Pop* [2], par exemple, *Steve's Food Store* [Magasin d'Alimentation de Steve], peut interagir et faire des affaires avec une entité «constituée en société» établie par une charte d'entreprise, comme *Food Services of America, Inc.* [Services d'Approvisionnement Alimentaires d'Amérique SA]
10. Ce type de relation commerciale a lieu dans le domaine des échanges internationaux, et non du commerce, car *Steve's Food Store* n'est pas constitué en société.
11. Pour que le commerce puisse avoir lieu, les deux entités doivent être constituées et fonctionner en vertu d'une charte accordée par une entité non constituée en société (une entité souveraine).
12. Les entreprises non constituées en société fonctionnent sous «pleine responsabilité commerciale» et doivent «s'indemniser».
13. Les entreprises constituées en société fonctionnent sous le régime de la «responsabilité commerciale limitée» et doivent «s'assurer».
14. Il en résulte qu'un gouvernement non constitué en société tel que le *Shawnee Tribal Council* [Municipalité Tribale de Shawnee] ou *The United States of America* (non constitué en société) peut agréer une entreprise constituée en société, telle que *Grand Fox, Inc.* [Grand Renard SA] ou *State of Illinois, Inc.* [État de l'Illinois SA], mais aucune entité constituée en société ne peut créer d'entité non constituée en société.

15. Ceci tient du fait qu'un homme peut créer et nommer une organisation et stipuler un but et une fonction pour cette organisation, alors qu'une telle organisation ne peut créer un homme.
16. Par le passé, des gouvernements non constitués en sociétés ont créé et agréé des sociétés de services gouvernementaux dans le but de gérer les risques. Ainsi, *Les États-Unis d'Amérique* (non constitués en société) ou le *Delaware* (non constitué en société) ont pu créer et agréer une entité commerciale constituée appelée *USA, Inc.*, ou *Delaware, Inc.* ou *State of Oregon* [État de l'Oregon].
17. Ces entités constituées en société (agréées), telles que l'État de l'Oregon, étaient alors libres d'établir des relations avec d'autres entités constituées en société (c'est-à-dire de faire du commerce) et de créer des franchises municipales comme ÉTAT DE L'OREGON.
18. Maintenant que vous voyez comment ce processus fonctionne et que vous savez que l'entité non constituée en société («liée au monde des affaires» mais non constituée en société) est vraiment la source de tout pouvoir dans ce système, vous comprendrez mieux les pages qui suivent. Exemples :
 - (a) *Steve's Food Store* [Magasin d'Alimentation de Steve] (non constitué en société) peut créer *Betty's Market, Inc.* [Le Marché de Betty SA] puis *Betty's Market, Inc.* peut créer des «franchises municipales» pour elle-même, telle que *BETTY'S MARKET NYC, INC.*
 - (b) *Les États-Unis d'Amérique* (non constitués en société) peuvent créer *State of Idaho, Inc.* [État de l'Idaho SA] et ensuite cet «État de l'Idaho» peut créer la franchise *STATE OF IDAHO* ou *CITY OF BOISE* [VILLE DE BOISE].
 - (c) Il va de soi qu'il est très important de savoir si une entreprise est constituée en société ou non, et si elle est constituée en société, en vertu de quelle charte et propriété l'est-elle ?

Histoire malheureuse

Dans les années 1860, les organisations gouvernementales non constituées en société sont devenues avides et ont non seulement engendré toutes les diverses entreprises constituées en sociétés de services gouvernementaux via le processus décrit, mais ont également réussi à assujettir les hommes vivants à ces constructions artificielles en les «imitant» et aussi en les «affranchissant». Ceci fut réalisé par violation du droit d'auteur et par abus de confiance dans le but de créer des «fiducies publiques» qui pourraient ensuite être pillées et détournées sous couvert de la loi.

Voyons ce qui s'est passé en Angleterre : le gouvernement non constitué en société dirigé par la reine Victoria avait déjà une entreprise de services gouvernementaux constituée en société (avec charte d'entreprise), *United Kingdom* [Royaume-Uni], ainsi *United Kindom, Inc.*, [Royaume-Uni

SA] créa une franchise autonome exploitée sous le nom de *UNITED KINGDOM* qui ensuite établit des chartes municipales pour ses propres franchises : ÉCOSSE, IRLANDE, ANGLETERRE, PAYS DE GALLES, NEW CASTLE, EXETER, etc.

Cela marchait si bien, et tant d'argent frais fut levé à partir de tous ces nouveaux actifs (choses à taxer) créés à partir de rien, que Benjamin Disraeli encouragea l'ouverture de «l'opportunité d'admission au suffrage» à la classe ouvrière d'Angleterre. L'exercice consistait à accorder aux travailleurs un droit de vote en tant qu'actionnaires d'entreprise en échange duquel on s'emparerait du droit d'auteur sur leurs noms, leurs droits, leur travail, la valeur de tous les actifs privés qu'ils avaient – c'est-à-dire en les réduisant au statut d'esclaves du gouvernement sous l'apparence de servitude volontaire, et aussi en émettant des obligations basées sur la valeur de tout ce qui fut leur propriété privée.

Des millions d'Anglais ne se doutant de rien réclamèrent le «droit de vote» en pensant qu'il s'agissait d'une bonne chose leur donnant une plus grande voix dans les affaires de leur gouvernement... Au lieu de quoi, tout ce qu'ils possédaient de valeur leur fut subrepticement volé et «monétisé» au profit du gouvernement.

Un processus similaire fut entrepris en Amérique et dans tous les pays du Commonwealth, à peu près à la même époque, avec une particularité intéressante : comme le gouvernement non constitué en société des États-Unis d'Amérique ne l'aurait pas accepté, sa société de services gouvernementaux connue sous le nom de *United States Trading Company* [Société d'Échanges des États-Unis] fut mise en faillite au moyen d'une illégale «guerre» commerciale mercenaire et ses dépenses afférentes.

Ceci laissa les mains libres aux syndics de la faillite pour restructurer le «gouvernement fédéral» en un système de style britannique analogue à ce qui est décrit ci-dessus. Les auteurs remplacèrent la *United States Trading Company*, non constituée en société, par *The United States of America, Inc.* [Les États-Unis d'Amérique SA] et par la municipalité *United States, Inc.*, [États-Unis SA] toutes deux à charte britannique. Ces deux sociétés commencèrent à agréer toutes leurs diverses franchises municipales comme les lapins se reproduisent au printemps.

Tout comme en Angleterre, les hommes eurent presque immédiatement le droit de vote avec comme incitation d'avoir une voix dans les affaires des entreprises – mais, le véritable marché conclus ne fut jamais divulgué. Plus tard, alors que les bénéfices de l'émancipation de tous les hommes diminuaient, la pression fut exercée pour émanciper également les femmes ; et, finalement, les auteurs tombèrent si bas qu'ils créèrent un système automatisé d'émancipation des bébés dans leurs berceaux [3].

Le résultat final de ce système d'émancipation (comme s'agissant d'une franchise McDonald's) est d'asservir les hommes et les femmes sous l'apparence de la loi et de les soumettre aux sociétés étrangères. Par la suite leur identité est usurpée, ils subissent des pressions et sont enrôlés de force au service de gouvernements étrangers – ce qui est interdit depuis 200 ans – et leurs terres

et autres biens sont saisis et transformés en fiducies publiques qui peuvent ensuite être pillées et détournées à volonté par les auteurs de ce stratagème.

Par exemple, l'appellation commerciale naturelle d'un homme né sous la juridiction terrestre du Vermont pourrait être Jonathan Edmund Sykes. Mais au lieu d'enregistrer son propre nom comme appellation commerciale selon son droit d'auteur de *common law* de juridiction terrestre, de nos jours, le nom enregistré est celui d'une fiducie située à l'étranger et opérant dans la juridiction maritime internationale en tant que «navire» des États-Unis territoriaux qui, par coïncidence, fait commerce sous le nom de «Jonathan Edmund Sykes».

Il s'agit là d'une qualification fondamentalement incorrecte mais intentionnelle de la nature et du statut politique de l'homme en tant que «personne» – entité fictive – qui aboutit à un génocide sur papier et à un vol d'identité de fait. L'identité naturelle de l'homme et son nom commercial légitime sont littéralement assassinés et il est considéré comme «décédé» lors de la délivrance d'une fausse déclaration de naissance à son nom. [4] Puis, la société territoriale *United States* crée JONATHAN EDMUND SYKES, une fiducie *Cestui Que Vie* [5] municipale, ainsi que JONATHAN E. SYKES, un prestataire de services publics, et ainsi de suite – et tous ces noms et entités fictives sont utilisés dans le but d'endetter l'homme vivant et de le contrôler comme un actif et bien meuble à son insu et sans son consentement.

La victime et sa famille n'en sont jamais informées et ne reçoivent jamais de réelle compensation pour ce préjudice. La victime reçoit les avantages que tout le monde reçoit de la construction de routes, de ponts, de ports, etc., qu'elle est également censée payer via des taxes. Les fiducies établies en son nom ne sont jamais réclamées par elle dans la mesure où elle ne sait pas qu'elles existent, ce qui permet aux banques et aux gouvernements de prétendre que ces actifs sont «abandonnés» et de les saisir sous de faux prétextes à leur propre profit.

Dans la mesure où le gouvernement non constitué en société des États-Unis d'Amérique n'a jamais accepté quoi que ce soit de tout cela, et dans la mesure où il a finalement dû être libéré de la faillite, il continue d'exister et est maintenant non seulement libre et quitte de toute dette, mais aussi, par définition, il est le détenteur de la sûreté suprême et le créancier prioritaire de toutes les sociétés étrangères en faillite et des franchises de ces sociétés qui ont usurpé nos États et notre peuple au cours des 150 dernières années.

Faillites actuelles

THE UNITED-STATES, INC. et toutes ses franchises municipales faisant commerce sous le nom de CHINA (INC.), JAPON (INC.), INDIA (INC.), STATE OF OREGON (INC.), JOHN MICHAEL SMITH (INC.), CITY OF OMAHA (INC.), UNITED KINGDOM (INC.), FLORIDA (INC.), CANADA (INC.), AUSTRALIA (INC.)... *ad infinitum*, figurent au Chapitre 7 Liquidation depuis 2015.

Cela a ensuite forcé les États-Unis territoriaux et ses franchises affairistes faisant commerce sous le nom de China (Inc.), Japan (Inc.), State of Oregon (Inc.), John Michael Smith (Inc.), City of

Omaha (Inc.), United Kingdom (Inc.), Florida (Inc.), Canada (Inc.), Australia (Inc.)... *ad infinitum*, de figurer au Chapitre 11 Réorganisation à compter du 1er mai 2017 – n'étant plus les bénéficiaires des franchises municipales.

Pendant ce temps, *Les États-Unis d'Amérique* réels et factuels (non constitués en société) triment depuis 1868, s'opposant à cette folie et continuant à exploiter leur propre monnaie d'argent et leurs propres affaires malgré les opérations honteuses et criminelles de ces intérêts commerciaux étrangers qui ont opéré dans l'escroquerie, dans l'abus de confiance et dans la rupture de contrats commerciaux sur nos terres.

Certains gens, comme Karen Hudes, ont déclaré que notre gouvernement légitime est en «interrègne» – un état de suspension, dormant, hors service – mais ce n'est pas vrai. Notre gouvernement légitime n'a jamais cessé ses activités, et l'ignorance, l'insouciance et l'intérêt personnel de diverses autres nations ne changent rien à ce fait. D'autres, comme Benjamin Fulford, continuent de confondre *United States, Inc.* et *United States of America, Inc.* avec le gouvernement non constitué en société de *The United States of America* – ce qui revient à confondre une poupée Barbie avec une femme du même nom. D'autres encore s'entêtent à prétendre que sous prétexte que ces sociétés territoriales et municipales étrangères qui portent notre nom sont en faillite, nous serions en faillite nous aussi – un processus de «présomption» auquel nous nous sommes opposés publiquement et à plusieurs reprises en des termes sans équivoque. Non seulement nous ne sommes pas en faillite, mais nous sommes les principaux détenteurs des titres et les créanciers prioritaires.

La raison pour laquelle toutes les autres nations de la Terre ont intérêt à nier notre existence et notre compétence est qu'elles nous doivent toutes, sans exception, de l'argent ou des ressources, ou le règlement de bilans de change – dont la plupart ne sont pas en mesure de payer. Raison pour laquelle, elles ont donc tenté de prétendre que nos actifs sont «abandonnés» et diverses parties ont tenté de s'emparer de nous et de nos actifs par d'autres moyens également, en vain. Nous sommes ici, nous sommes bien vivants, nous savons qui nous sommes et ce que nous sommes, nous savons ce qui nous a été fait et nous savons qui est responsable.

En 2008...

Il ne restait plus qu'une poignée de gouvernements légitimes non constitués en société dans le monde : le Saint-Siège [¶], l'Iran, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord, quelques royaumes des îles du Pacifique, et... *Les États-Unis d'Amérique*, personne morale non constituée en société, quoique tout le monde ait renoncé à nous à l'époque.

À ces exceptions près, le Saint-Siège possédait et exploitait par l'intermédiaire de sa société de gestion immobilière, VATICAN, tous les gouvernements constitués en société faisant commerce en tant que sociétés de services gouvernementaux dans le monde.

Le gouvernement non constitué en société du Saint-Siège agréa les gouvernements municipaux (villes-États) et les franchises, y compris *UNITED STATES, INC.*, qui ont, à leur tour, agréé tous les autres en tant que franchises : JAPON, ALLEMAGNE, ROYAUME-UNI..... USA, JOHN MARK OLSON , VILLE DE BALTIMORE et ainsi de suite. Le Saint-Siège détenait également toutes les sociétés gouvernementales territoriales, accessoirement, par l'intermédiaire de Vassals [7].

Tous les chemins menèrent littéralement à Rome. Toutes ces sociétés furent littéralement créées par le Saint-Siège via *VATICAN, INC.* ou via *UNITED STATES, INC.* ou via *The United States of America, Inc.*, et tout en haut de la chaîne alimentaire, perché comme une cerise sur le gâteau et contrôlant, du moins en théorie, tout ce qui se trouve en-dessous de lui se trouvait le gouvernement non constitué du Saint-Siège.

Comme vous pouvez le voir de l'Histoire, il y a ceux qui souhaitent voir le Saint-Siège dans ce genre de contrôle et, comme vous pouvez également le voir, le Saint-Siège n'a pas fait le travail qui lui a été confié. Nous avons un traité solennel et sacré avec le Saint-Siège, un Concordat, que quelques belettes [8] ont tenté de «redéfinir» en se faisant passer pour nous. À leur crédit, le Saint-Siège et le Pape ont immédiatement pris des mesures pour rectifier le tir à partir de 2008.

Neuf ans plus tard, le gouvernement non constitué en société des États-Unis d'Amérique – notre gouvernement – est toujours debout et est le détenteur incontesté et primordial des titres de tous les actifs américains et le créancier prioritaire de la plupart des sociétés de services gouvernementaux en faillite dans le monde.

La situation

Les sociétés agissant en tant que «gouvernement fédéral» sont en liquidation de faillite (les municipales) ou en réorganisation (les territoriales) et sont sous séquestre au profit des syndicats de faillite. De notre point de vue, c'est comme avoir votre salon de coiffure local forcé de fermer ses portes et votre station-service locale en réorganisation. Cela n'a rien à voir directement avec nous, sauf qu'il nous fallait trouver d'autres prestataires de services compétents pour nous couper les cheveux et remplir nos réservoirs – et, avec un peu d'espoir, pour faire un travail plus honnête – qui sont néanmoins capables d'opérer sous les auspices du contrat de service original : la Constitution pour les États-Unis d'Amérique.

Si nous n'avions pas trouvé de partenaires fédéraux compétents qui existent en vertu de leurs propres chartes et traités préexistants, la Constitution actuelle aurait été annulée du côté fédéral de l'accord. Toutefois, nous avons trouvé des partenaires compétents et nous avons émis de nouvelles Lettres Patentes Souveraines. En effet, nous avons établi un partenariat avec les Nations Autochtones Américaines pour qu'elles remplissent les fonctions du gouvernement fédéral jusqu'à ce que les millions d'Américains qui ont dormi pendant toute cette débâcle puissent être mis au courant, rétablis et habilités à convoquer un Congrès (continental) compétent de juridiction terrestre.

La dette

Il n'y a pas de dette nationale non satisfaite – il n'y a que du crédit national n'ayant pas été saisi au registre comptable par ceux qui cherchent à s'enfuir, au moyen de fausses allégations d'abandon et de détournement de fonds, avec les paiements effectués par des millions d'innocents. Nous avons autorisé l'application du crédit national à la dette nationale et en tant que créanciers prioritaires de presque tout le monde entier, nous n'avons besoin ni ne recherchons de protection contre la faillite.

Les saisies

Il n'existe pas de saisies valides dans la mesure où ces transactions ont été rendues nulles par la fraude et la non divulgation. Toutes les «hypothèques» résultant de soi-disant «prêts immobiliers» sont des dettes dues par les sociétés territoriales et municipales, et non par des gens, et sont en fait des contrats de rachat de bail qui ne sont en réalité ni des hypothèques ni des prêts. Ces sociétés de services gouvernementaux ont «emprunté» nos actifs à notre insu et sans notre consentement, ont hypothéqué une dette basée sur nos actifs et sont maintenant en faillite – laissant le monde supposer que nous avons accepté tout cela et que nous cherchons à éviter de payer quand, en fait, nous nous opposons aux réclamations de dette odieuse et prenons des mesures pratiques pour mettre fin à ce fiasco. Dans le but de protéger les fonds de pension et les investisseurs tout en tenant les gens hors de danger, nous avons développé un moyen de suspendre toutes les saisies hypothécaires et de transformer cette dette odieuse en crédit – au profit des réels propriétaires.

Les titres : monnaie de singe

Les différentes monnaies fiduciaires et les obligations et titres qui leur sont associés doivent être restructurés. Il est certain que les titres continueront d'exister et d'être utilisés sous certaines formes à l'avenir, mais il est également certain que les titres qui existent actuellement ont été compromis par la contrefaçon et par d'autres pratiques. Nous allons en terminer avec les anciens bons du Trésor américain et créer de nouvelles obligations hybrides à haute sécurité adossées à l'or, au pétrole ou à d'autres actifs réels liés aux matières premières.

Le dernier mot

La Terre, notre travail et les dérivés de notre travail – droits d'auteur, marques déposées, brevets, etc. – sont les seules sources de valeur sur cette planète et il n'y a ni épuisement ni limite aux richesses et aux actifs que nous possédons. Cela est vrai pour tous les peuples de toutes les nations.

L'Ancienne Structure relative à la relation entre le Saint-Siège et les gouvernements constitués en sociétés

Le Saint-Siège

Gouvernement du Saint Empire Romain Germanique non constitué en société

La Cour de Chancellerie du Vatican - La Banque du Saint-Siège

La franchise municipale de l'État-cité du Vatican

La Banque du Vatican

The United States, non constitués en société, franchise municipale (actuellement au Chapitre 7)

Toutes les autres franchises gouvernementales municipales à travers le monde

The United States of America, société enregistrée, franchise territoriale (actuellement au Chapitre 11)

Toutes les autres franchises gouvernementales territoriales à travers le monde

La Nouvelle Structure relative au règlement des créances dues et à la participation.

Le saint-siège

Gouvernement non constitué en société du Saint Empire Romain Germanique

La Cour de la Chancellerie du Vatican - La Banque du Saint-Siège

Les États-Unis d'Amérique

Gouvernement non constitué en société des États-Unis

Banque des États et des Nations des États-Unis – Banque Internationale de Commerce

Les nations tribales Athabascan et Lakota Sioux

La Banque souveraine de Dene – Banque Internationale de Commerce

Banque de Dene – Banque Commerciale

Toutes les gouvernements/ franchises municipaux dans le monde

Tous les gouvernements / franchises territoriaux dans le monde

Les entités indiquées en violet sont souveraines et non constituées en société. Les entités indiquées en bleu clair sont toutes constituées en société soit par charte directe, soit qu'elles sont créées en franchise sous charte.

La Banque de Dene est la première banque commerciale de nouvelle génération sur ce continent.

LES NOTES DE BIBICABAYA :

- [1] On peut aussi parler de juridiction terrestre ou territoriale.
- [2] Expression familière qui signifie littéralement *Maman et Papa* et désigne une petite affaire familiale et indépendante **non constituée en société**. Ce document montre clairement qu'il est tout à fait possible de créer une entreprise non constituée en société, ce qui est tout à fait **légal** en même temps que **légitime** et a l'avantage d'éviter la TVA et toutes sortes de taxes imposées aux sociétés enregistrées...
- [3] Il s'agit de l'état civil et de l'enregistrement à la naissance d'Hommes et de Femmes VIVANTS sur des registres **commerciaux** en tant que biens meubles (choses MORTES) au moyen d'une «personnalité juridique» qui est **une raison sociale** correspondant à **une entité commerciale**.
- [4] La déclaration de naissance est **l'acte de création** d'une entité commerciale fictive et représente **l'acte de décès** de l'Homme ou la Femme vivant qui vient d'arriver dans ce monde. Notez que les «actes de décès» proprement dits ne concernent **que** l'entité commerciale fictive, dans la mesure où vous êtes **déjà** considéré comme mort lors de l'établissement de la déclaration de naissance ! Ce système est totalement tordu et corrompu : il est l'œuvre de Satan. C'est la raison pour laquelle il faut **toujours** réserver ses droits «sans préjudice» dans toutes les communications avec les agences et sociétés du système car ne pas le faire constitue un consentement à être associé à la «personne juridique» et à en accepter toutes les «responsabilités» et «devoirs» et éventuellement à en payer le prix. Le fait de réserver ses droits «sans préjudice» informe les intéressés qu'ils ont affaire à un Homme ou une Femme VIVANT.
- [5] Voir le site du gouvernement britannique : <https://www.legislation.gov.uk/aep/Cha2/18-19/11> (en anglais) ou en français : <https://fr.crystalprivatefinance.com/cestui-que-vie> et <https://thelittlecollection.com/cestui-que-vie-1699>, entre autres, pour avoir une idée.
- [6] Le registre international des sociétés, *Dun & Bradstreet*, indique que le Saint-Siège, de sa raison sociale SANTA SEDE, est constitué en société depuis 1100 !!!... Date à laquelle – selon la Nouvelle Chronologie des récentistes, menés par Anatoli Fomenko et Gleb Nosovsky – Jésus n'était pas encore né... Né en Crimée en 1152 et mort crucifié à Constantinople [Istanbul] en 1185 (voir *Chronology 6 - History: Fiction or Science ?* par Anatoly T. Fomenko). Il semblerait qu'il y ait une erreur de la part de *Dun & Bradstreet* à moins que ce dernier ait pu mettre la main sur des documents âgés de plusieurs siècles, mais il reste à savoir depuis quand SANTA SEDE est enregistré **chez** Dun & Bradstreet (DUNS N°43-892-3885), ce qui ne risque pas d'être depuis 1100 !
- [7] VASSALS est un mot anglais. Des sociétés nommées «VASSALLI...» (italien), même signification, sont nombreuses en Italie. Je pense qu'il s'agit d'une de ces sociétés.
- [8] Il s'agit des avocats en général ; la belette étant un animal rusé... et ce sont les avocats dans toutes les strates du système qui font les «lois» (règles privées) qui visent essentiellement à tout nous piquer, y compris nos libertés.